

MYANMAR (EX-BIRMANIE)

en pays bouddhiste

Lors d'un conseil ministériel qui s'en est suivi à Djibouti, elle avait demandé aux membres du Conseil de sécurité d'«agir rapidement pour sauver cette minorité soumise

en 2010 de sa résidence surveillée) et s'adressant lyrique à la foule lors d'un meeting, il a déclaré : «Les Etats-Unis sont avec vous. Les flammes fragiles du progrès ne

Dans ce contexte, il est légitime de s'interroger sur ce que font les musulmans, notamment leurs Etats et leur institution commune, l'Organisation de coopération islamique, pour venir en aide à cette communauté musulmane qui semble livrée à elle-même face à une politique génocidaire délibérée des autorités de Myanmar et des extrémistes bouddhistes.

à une politique oppressive et à un génocide». Une délégation OCI s'est rendue en Arakan. En janvier 2017, l'OCI s'est réunie à Kuala Lumpur pour réitérer son appel à l'aide de la communauté internationale aux Rohingyas. Des vœux pieux qui n'inquiètent nullement le pouvoir birman et ne règlent en rien la tragédie rohingya. Il faut souligner que le monde musulman est actuellement suffisamment déchiré pour accorder à la solidarité avec la communauté musulmane des Rohingyas l'intérêt et l'assistance dont elle a cruellement besoin et qu'elle mérite.

Pour sa part, l'Occident a levé les restrictions économiques qui pesaient sur le régime militaire qui, par la même occasion, a été autorisé à accéder aux crédits du FMI et de la B.M.

L'investissement américain et européen a repris le chemin de Rangoon dont le régime est devenu «fréquentable», selon les critères occidentaux qui n'ont pas pris en considération la situation des Rohingyas.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la visite du président Obama, en novembre 2012, durant laquelle, outre les officiels, il avait rencontré l'opposante Aung San Suu Ky (libérée

doivent pas s'éteindre. Elles doivent devenir une étoile guidant le peuple...) Au sujet des Rohingyas, il a ajouté qu'ils «portent en eux la même dignité que vous et moi». Il a promis une aide de 3 millions de dollars à l'Organisation internationale pour les migrations.

De son côté, le Parlement européen avait appelé, le 7 juillet 2016, les autorités birmanes à mettre un terme «à la répression brutale et aux persécutions systématiques» contre la communauté rohingya.

Le drame rohingya est-il le drame international de trop pour une minorité nationale dont le «tort» est de vouloir vivre dignement dans son pays et de pratiquer sa religion qui n'est pas forcément celle des autres ?

La législation internationale à ce sujet est pourtant claire et nette.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté par l'ONU le 16 décembre 1966 stipule en son article 27 que «dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres

membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue».

Quant à la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques de 1993, son article premier stipule que ce sont les Etats qui protègent «l'existence et l'identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse ou linguistique des minorités sur leurs territoires respectifs et favorisent l'instauration des conditions propres à promouvoir cette identité».

S'agissant des droits économiques et sociaux des minorités, l'article 4 al. 5 stipule que «les Etats devraient envisager des mesures appropriées pour que les personnes appartenant à des minorités puissent participer pleinement au progrès et au développement économique de leur pays».

Ainsi donc la responsabilité des Etats en la matière est pleinement établie par la législation internationale.

De son côté, le Parlement européen avait appelé, le 7 juillet 2016, les autorités birmanes à mettre un terme «à la répression brutale et aux persécutions systématiques» contre la communauté rohingya. Le drame rohingya est-il le drame international de trop pour une minorité nationale dont le «tort» est de vouloir vivre dignement dans son pays et de pratiquer sa religion qui n'est pas forcément celle des autres ?

Les autorités du Myanmar, à leur tête Aung San Suu Kyi, ne peuvent se prévaloir d'aucun argument nationaliste ou autre pour déroger à leurs responsabilités

envers leurs minorités nationales, notamment la plus vulnérable, celle des Rohingyas. Les crimes commis depuis de nombreuses années par l'armée, les extrémistes et les fanatiques bouddhistes birmans à l'encontre de la communauté musulmane rohingya, dénoncés par les organismes internationaux et régionaux, et les ONG en charge des questions des droits de l'homme et des minorités nationales, sont suffisamment graves pour entraîner leurs auteurs et leurs commanditaires politiques dont M^{me} Aung San Suu Kyi devant la Cour pénale internationale aux termes notamment de ses articles 6 (crimes de génocide) et 7 (crimes contre l'humanité).

Dans ce contexte, la communauté internationale, notamment les pays occidentaux et les pays membres de l'OCI dont l'Algérie, devrait accentuer sa pression sur le pouvoir birman pour le pousser à assurer à ses citoyens rohingyas le même traitement que les autres membres de la société birmane, afin que la communauté apatride des Rohingyas redevienne une des composantes

humaines reconnues de la grande famille nationale birmane et que ses enfants retrouvent le sourire de la fête de l'Aïd.

M. Z.

Lettre ouverte à Monsieur le Premier ministre

Monsieur Tebboune, félicitations pour votre nomination à la tête de notre gouvernement.

Dès votre prise de fonctions, vous avez défini vos priorités : «Une autre priorité s'impose, c'est la reconversion de notre économie. Une reconversion économique nécessaire et urgente pour faire en sorte que notre pays ne dépende plus des fluctuations des prix des hydrocarbures» (source TSA). Cela a le mérite d'être clair, du moins sur l'objectif à atteindre — le quoi —, nous attendons de voir le comment.

Afin d'y arriver, permettez-moi de vous suggérer une piste qui n'a, semble-t-il, pas effleuré les pensées de vos prédécesseurs : **donner la priorité absolue aux nouvelles technologies**. En effet, ceux-là ont sous-estimé l'importance et le potentiel que représente le secteur des nouvelles technologies pour le salut de notre économie. Savez-vous, Monsieur le Premier ministre, que le chiffre d'affaires cumulé des 4 meilleures entreprises technologiques dans le monde appelées communément GAFA (Google/Apple/Facebook/Amazon) représente aujourd'hui plus de 470 milliards de dollars, soit 3 fois le PIB de l'Algérie !

Incontestablement, notre pays a les moyens de s'ériger en acteur incontournable des TIC au niveau mondial. Mais les faits contredisent la théorie, car si l'apport des TIC représente entre 7 à 10% du PIB chez nos voisins du Maghreb, il n'est que de 3 à 4% chez nous. Il faut donc redoubler d'efforts pour s'imposer comme une référence dans la région et attirer les investissements étrangers dans ce domaine, surtout lorsqu'on sait que même des pays leaders, comme la France de Monsieur Macron qui promet pas moins de 10 milliards

de dollars pour les start-ups, ne cessent d'investir pour consolider leur position.

Si la priorité est donnée à ce secteur, cela permettra d'une part de régler certaines problématiques locales, d'améliorer la vie de tous les jours et d'autre part d'assurer un apport remarquable au PIB par l'exportation de services IT. Voici quelques exemples qui illustrent la chose :

- La mise en place rapide du **paiement électronique** et de l'**e-administration** stimuleront la consommation et soutiendront les flux économiques, ils seront ainsi un levier de croissance indéniable. Il en résultera même des effets inattendus tels que la réduction des embouteillages car le e-commerce permet l'optimisation de la logistique des livraisons et l'e-administration contribuera par la dématérialisation à la réduction des déplacements pour des besoins administratifs.

- Encourager les entreprises à aller vers la **digitalisation** en les accompagnants dans la mise en œuvre de véritables stratégies des systèmes d'information fiables, performants et sécurisés et en déployant des systèmes intégrés comme **les ERP (Progiciel de gestion intégré)** et **les CRM (Logiciel de gestion de la relation clients)**.

- Créer par la suite des champions capables de délivrer des projets IT de développement de logiciels et d'infogérance au niveau local, puis en mode **nearshore et off-shore** pour exporter leur savoir-faire.

- Le développement logiciel devant également être soutenu par l'essor des infrastructures matérielles, il faudra encourager et faciliter la **création de Datacenters**, le lancement de projets de fabrication ou d'assemblage dudit matériel et enfin améliorer **les réseaux haut débit** existants pour les mettre

en relation sans altérer leurs performances. Bien évidemment, vouloir réaliser cela dans les plus brefs délais afin d'augmenter nos chances de rester compétitifs face à d'autres pays de la région et attirer le plus de projets IT nécessite d'autres actions absolument primordiales pour l'atteinte des objectifs susmentionnés, nous pourrions par exemple :

- créer un cadre réglementaire spécifique très souple face aux exigences d'agilité dont ont besoin les prestataires IT et les start-ups diffèrent de ce qui est appliqué aux entreprises des autres secteurs d'activité ;

- (ré)ouvrir la concurrence pour les fournisseurs d'accès à internet en encourageant les prestataires qui investissent dans le développement des infrastructures modernes comme les réseaux de fibre optique et les centres de données ;

- revoir en profondeur les règles en vigueur sur la régulation des changes, les exportations et les procédures bancaires afin de faciliter la création de richesses et la captation d'opportunités à l'étranger et le rapatriement des devises dans un climat serein ;

- mettre en place des parcours de formations spécialisées dans les métiers du web et de la programmation et promouvoir ces pratiques en les intégrant très tôt dans le cursus scolaire ;

- inciter les acteurs économiques à intégrer ces cursus de formation dans leurs stratégies RH ;

- investir massivement dans la promotion des entreprises de services informatiques au niveau international lors d'évènements business et les favoriser au niveau national face aux entreprises étrangères excepté lorsqu'il s'agit de groupements.

Comme tout développement d'une activité nouvelle, cela permettra la création de postes d'emploi et de richesses qui viendront à leur tour stimuler d'autres secteurs qui sont liés au secteur technologique tel que l'industrie et le tourisme.

Monsieur le Premier ministre, il y a pléthore d'experts des nouvelles technologies en Algérie qui se sont distingués au niveau mondial par leurs compétences et leur maîtrise de ces sujets aussi bien d'un aspect technique que stratégique.

En plus de pouvoir développer des équivalents de la taille de la Sonatrach en termes de revenu, ils vous aideront à atteindre plus tôt cette reconversion économique et cette indépendance aux hydrocarbures que vous souhaitez tant, en jouant le rôle de locomotive. Ils pourront vous conseiller bien plus encore si vous leur donnez l'occasion de s'exprimer, mais surtout si vous les impliquez réellement dans la préparation des futurs projets de lois relatifs à notre secteur en les rendant, une fois pour toutes, acteurs de leurs domaines d'activité au lieu de demeurer d'éternels spectateurs ou commentateurs.

Je suis persuadé que ce message trouvera un écho favorable de votre part Monsieur le Premier ministre et que vous saurez accorder à notre secteur du numérique la place qui lui revient, le temps presse et la technologie n'attend personne, elle s'offre à ceux qui la courtisent.

Lamine Ghemati, consultant en systèmes d'information

*** Délocalisation des activités de service ou de production vers des pays à bas salaire (Wikipédia).**